

dent, dit qu'il n'aura pas la présomption de faire des remarques sur le problème de procédure auquel se heurte le Conseil; il souhaite seulement souligner que la FAO considère son pays comme faisant partie du groupe régional d'Amérique latine. Cuba a pris part à la Conférence mondiale de l'alimentation en tant que membre du groupe des Etats d'Amérique latine et elle a également été membre du groupe de contact à Rome.

30. M. GONZALEZ DE COSSIO (Mexique), répondant aux représentants du Brésil et du Chili, dit qu'en donnant lecture de la liste des candidats des Etats d'Amérique latine il a indiqué que le groupe des Etats d'Amérique latine a désigné sept de ses membres comme candidats en vue de leur élection comme membres du Conseil mondial de l'alimentation. Même si Cuba n'est pas officiellement membre du groupe des Etats d'Amérique latine à New York, elle est considérée comme membre de ce groupe à Rome et à Genève et a participé activement aux discussions sur la situation alimentaire dans le monde. Cuba a, de ce fait, le droit de présenter sa candidature au Conseil économique et social et le Conseil est libre de désigner huit candidats pour la région d'Amérique latine; il appartiendra à l'Assemblée générale d'en élire sept qui deviendront membres du Conseil mondial de l'alimentation.

31. M. DE MOURA (Brésil) dit que si le représentant du Mexique a voulu parler au nom du groupe des Etats d'Amérique latine, il se sent obligé de le corriger. Le groupe des Etats d'Amérique latine a présenté sept candidatures pour les sept sièges disponibles.

32. M. HASHMI (Inde) dit que sa délégation appuie la proposition du représentant de l'Algérie. Il n'est que logique de transmettre à l'Assemblée les noms de

tous les Etats qui ont manifesté le désir de devenir membres du Conseil. La délégation indienne n'est pas opposée à ce que le Conseil transmette la candidature de Cuba à l'Assemblée générale.

33. M. AKSOY (Turquie) appuie la proposition du représentant de l'Algérie mais se demande si l'application de certaines autres dispositions du projet de résolution A/C.2/L.1421 ne risque pas de susciter encore d'autres difficultés d'ordre juridique.

34. M. DIETZE (République démocratique allemande) dit que, compte tenu des renseignements que le secrétaire du Conseil a donnés, sa délégation appuie la proposition du représentant de l'Algérie.

35. Le PRESIDENT estime qu'un consensus semble se dégager de la discussion et suggère au Conseil d'adopter le projet de décision suivant: "Le Conseil économique et social décide, sous réserve de l'adoption du projet de résolution A/C.2/L.1421 par l'Assemblée générale, de désigner, en vue de leur élection au Conseil mondial de l'alimentation, les Etats suivants: —."

Il en est ainsi décidé.

36. En réponse à une question de M. CAVAGLIERI (Italie), le PRESIDENT précise que la liste qui sera insérée dans l'espace vide sera établie conformément à la formule indiquée dans la note de bas de page au paragraphe 8 du projet de résolution A/C.2/L.1421. Elle comprendra le nom des pays dont la candidature a été présentée et approuvée par le Conseil.

37. M. ROUGÉ (France) dit que, si le projet de décision dont le Président vient de donner lecture avait été mis aux voix, la délégation française se serait abstenue.

La séance est levée à 12 h 20.

1934^e séance

Lundi 16 décembre 1974, à 17 h 30.

Président: M. Aarno KARHILO (Finlande).

E/SR.1934

POINT 13 DE L'ORDRE DU JOUR

Autorisation *ad hoc* à accorder au Directeur exécutif du Programme alimentaire mondial de fournir une assistance aux peuples des territoires coloniaux d'Afrique et à leurs mouvements de libération nationale (E/L.1617, annexe)

1. Le PRESIDENT rappelle que, à sa précédente séance, le Conseil a décidé d'inscrire cette question à son ordre du jour et de l'examiner à la séance suivante. Il appelle l'attention sur le paragraphe 10 de la note du Secrétaire général (E/L.1617) où se trouve reproduit le texte de l'autorisation qu'il est envisagé d'accorder au Directeur exécutif. Le Président dit qu'en l'absence d'objection, il considérera que le Conseil décide d'approuver ladite autorisation.

La décision est adoptée [décision 62 (LVII)].

2. M. ROUGET (République fédérale d'Allemagne) dit que, si sa délégation s'est associée au consensus

auquel le Conseil est parvenu à sa dernière séance, c'est à cause des fins humanitaires des mesures envisagées. Si l'on avait procédé à un vote sur ce sujet, la délégation de la République fédérale d'Allemagne se serait abstenue pour des raisons d'ordre juridique.

3. M. ROUGÉ (France) dit que la position de sa délégation est la même que celle de la délégation de la République fédérale d'Allemagne.

4. M. KITCHEN (Etats-Unis d'Amérique) dit que sa délégation maintient les réserves qu'elle a formulées lors de la soixante-quatrième session du Conseil de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

5. M. MACKENZIE (Royaume-Uni) dit que sa délégation s'est associée au consensus, mais qu'elle réaffirme les réserves qu'elle a formulées lors de la soixante-quatrième session du Conseil de la FAO.

6. M. CAVAGLIERI (Italie) dit que sa délégation conserve les doutes qu'elle a exprimés lors de la soixante-quatrième session du Conseil de la FAO. Si

elle s'est associée au consensus, c'est à condition que le Programme alimentaire mondial ne serve qu'à des fins humanitaires.

POINT 6 DE L'ORDRE DU JOUR

Conférence mondiale de l'alimentation (*fin*) :

- a) Rapport de la Conférence mondiale de l'alimentation (E/5586, E/5587 et Add.1 à 4) ;
- b) Mesures d'urgence concernant l'offre d'engrais et de pesticides (E/5596)

DÉSIGNATION DES MEMBRES DU CONSEIL MONDIAL DE L'ALIMENTATION (*fin*)

7. M. AKÉ (Côte d'Ivoire), parlant au nom du Groupe des Etats d'Afrique, dit que les neuf pays dont il va énumérer les noms ont été désignés pour occuper les neuf sièges du Conseil mondial de l'alimentation attribués à ce groupe : Egypte, Gabon, Guinée, Kenya, Mali, République arabe libyenne, Tchad, Togo et Zambie.

8. M. HASHMI (Inde), parlant au nom du Groupe des Etats d'Asie, dit que les 11 pays dont il va énumérer les noms ont été désignés pour occuper les neuf sièges du Conseil mondial de l'alimentation réservés à ce groupe : Bangladesh, Inde, Indonésie, Irak, Iran, Japon, Malaisie, Pakistan, République arabe syrienne, Sri Lanka et Thaïlande.

9. M. CORDOVEZ (Secrétaire du Conseil) donne lecture de la liste complète des pays désignés, y compris ceux qui l'avaient été à la séance précédente.

10. Le PRESIDENT, répondant à une question du représentant du Canada, dit qu'il ne semble pas possible de procéder à d'autres désignations au sein de l'Assemblée générale.

11. M. JARPA (Chili) dit que le Conseil devrait faire une distinction entre les candidatures présentées par les groupes régionaux et celles des pays qui se sont présentés de leur propre chef. Au cours de la séance précédente, le Groupe des Etats d'Amérique latine avait désigné sept pays, alors que le secrétaire du Comité a donné lecture des noms de huit pays.

12. Le PRESIDENT dit que, en l'absence d'objection, il considérera que le Conseil décide de désigner, en vue de leur élection par l'Assemblée générale pour siéger au Conseil mondial de l'alimentation, les pays suivants : Etats d'Afrique : Egypte, Gabon, Guinée, Kenya, Mali, République arabe libyenne, Tchad, Togo et Zambie; Etats d'Asie: Bangladesh, Inde, Indonésie, Irak, Iran, Japon, Malaisie, Pakistan, République arabe syrienne, Sri Lanka et Thaïlande; Etats d'Amérique latine : Argentine, Chili, Colombie, Cuba, Guatemala, Mexique, Trinité-et-Tobago et Venezuela; Etats socialistes d'Europe orientale : Hongrie, Roumanie, Union des Républiques socialistes soviétiques et Yougoslavie; Etats d'Europe occidentale et autres Etats : Allemagne (République fédérale d'), Australie, Canada, Etats-Unis d'Amérique, France, Italie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et Suède.

La décision est adoptée [décision 63 (LVII)].

Hommage au Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales

13. Le PRESIDENT rend hommage au Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales

qui s'apprête à prendre sa retraite à l'issue d'une carrière remarquable de quelque 20 années passées au service des activités économiques et sociales de l'Organisation des Nations Unies. Le Secrétaire général adjoint est une des rares personnes à avoir pu suivre les hauts et les bas du dévouement avec lequel l'humanité a servi la cause de la coopération internationale en faveur du développement au cours des 20 dernières années. L'indépendance politique acquise par les pays du tiers monde au cours de la même période est progressivement complétée par une indépendance économique. On ne saurait guère imaginer pour la carrière du Secrétaire général adjoint de couronnement plus remarquable que l'apparition, en 1974, d'une conscience mondiale de la nécessité de faire régner l'équité et la justice dans les relations économiques entre les pays. Divers facteurs ont contribué à la naissance de cette conscience, notamment l'influence de la pensée des hommes dévoués qui se sont fait un devoir de contribuer à la création d'un monde meilleur pour l'humanité tout entière. Le Secrétaire général adjoint est l'un d'eux. Ses qualités intellectuelles et humaines ont considérablement influé sur l'apport de l'Organisation des Nations Unies au développement économique et social, et il a préconisé avec un dévouement extrême l'instauration du nouvel ordre mondial. Le Président remercie le Secrétaire général adjoint pour toutes les années qu'il a passées au service de la cause commune et lui souhaite de couler des jours heureux, conscient du fait que l'œuvre qu'entreprend maintenant le système des Nations Unies est caractérisée par l'esprit constructif d'une continuité qui porte sa marque.

14. M. AKÉ (Côte d'Ivoire), M. DIETZE (République démocratique allemande), M. GONZALEZ DE COSSIO (Mexique), M. HASHMI (Inde) et M. CAVAGLIERI (Italie) rendent hommage au Secrétaire général adjoint au nom des groupes régionaux.

15. M. AZIZ (Organisation internationale du Travail) adresse au Secrétaire général adjoint l'hommage des institutions spécialisées et des autres organes de l'ONU.

16. M. DE SEYNES (Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales) dit que le moment est particulièrement solennel pour lui parce qu'il est assez ancien pour avoir suivi l'histoire du Conseil économique et social, presque depuis ses débuts, et pour avoir pu observer et analyser les vicissitudes qui ont marqué sa carrière. Il se souvient de la période initiale, imbu du mandat de la Charte des Nations Unies, des grands rapports sur le plein emploi et le développement, des premiers programmes de coopération, si modestes fussent-ils, qui traduisaient la volonté de l'Organisation des Nations Unies d'affirmer leur présence sur le terrain, dans tous les pays du monde. Puis tout a semblé s'enliser, d'abord dans la guerre froide, ensuite dans une certaine résistance au changement qui s'est manifestée lorsqu'une majorité nouvelle apparut vers la fin de années 1950.

17. Le Secrétaire général adjoint ne sait comment exprimer ce que représente pour lui le privilège d'avoir servi si longtemps l'Organisation des Nations Unies et d'être resté à son poste pour être témoin des événements de l'année 1974. Il croit que cela marque une date décisive, un nouveau départ; il croit qu'elle a révélé à un monde trop souvent sceptique la vitalité du système des Nations Unies et confirmé les chances d'une véritable coopération internationale fondée sur

plus d'égalité et capable d'amorcer une véritable négociation là où, trop souvent, on avait recours aux exhortations et aux impératifs de caractère moral.

18. M. de Seynes dit que c'est donc avec une bonne dose de confiance qu'il quitte l'Organisation, mais il ne peut pas non plus oublier qu'il continue d'exister certains doutes à l'égard du Conseil économique et social, organe que la Charte a placé au centre des institutions économiques de la communauté internationale. L'ordonnance même de la salle du Conseil atteste que celui-ci est un concept impressionnant des fondateurs de l'Organisation des Nations Unies : les gouvernements dont le nombre et la sélection expriment enfin d'une manière adéquate la réalité du monde contemporain, les représentants des institutions spécialisées, attestant la richesse d'un système de coopération sans précédent dans l'histoire, le banc des organisations non gouvernementales, symbole de l'une des innovations les plus intéressantes de la Charte, dont la mise en œuvre effective pourrait être une source de force supplémentaire. Parce que la validité de ce concept ne peut être mise en doute, il faut à tout moment rechercher les raisons pour lesquelles il ne s'impose pas encore aujourd'hui comme il devrait dans toute sa plénitude.

19. Il est d'usage depuis quelques années de définir un triple rôle pour le Conseil économique et social — cela est presque devenu un stéréotype : formuler des politiques nationales et internationales pour le progrès économique et social; agir en tant que conseil d'administration des programmes de recherche ou d'action entrepris dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies; coordonner les tâches des institutions spécialisées et des programmes autonomes, qui forment le "système des Nations Unies".

20. Le Secrétaire général adjoint se déclare convaincu que la défaillance, les hésitations, la perte de prestige sont venues de ce que le Conseil n'a pas toujours pu — ou voulu, ou osé — jouer le rôle politique qui lui est imparti par la Charte. Cela a eu un effet aussi sur l'efficacité du Conseil dans l'accomplissement des deux autres tâches dont il était responsable. Au cours des trois ou quatre dernières années, le Conseil a commencé à remonter la pente et à regagner une partie du terrain qui lui avait été réservé par la Charte; mais beaucoup reste à faire pour que cet instrument constitutionnel, dont on sent mieux aujourd'hui qu'il est irremplaçable, puisse être mis pleinement à profit dans des circonstances qui sont aujourd'hui à certains égards plus propices à la coopération internationale qu'elles ne l'ont été.

21. Pour le traitement des grands problèmes du monde, les Nations Unies sont devenues un point de passage obligé. Ceci s'applique en particulier au domaine économique et social, à l'égard duquel cette organisation a été si souvent considérée, au moins par les puissants de ce monde, comme une organisation marginale que l'on peut impunément et commodément court-circuiter, ou confiner dans un rôle mineur. Cette attitude n'est plus de mise aujourd'hui, et il devient d'autant plus urgent de définir très exactement comment l'Organisation des Nations Unies, constituée comme elle est constituée, soumise à toutes sortes de contraintes, mais aussi riche de promesses tout à fait exceptionnelles, peut, dans une époque où presque tous les problèmes ont une dimension planétaire, se mobiliser et devenir le centre vivant d'où les grandes orientations de la politique mondiale émanent. Cela

veut dire, entre autres choses, qu'il faut donner au Conseil économique et social la place singulière qui lui revient.

22. Grâce à son président actuel et à ceux qui l'ont précédé, le Conseil a commencé à regagner le respect qui lui revient, mais il faut que son pouvoir s'affirme davantage et soit consciemment entretenu. Si le Conseil devait manquer de courage ou d'initiative dans son rôle politique, dans l'attaque des problèmes critiques de la planète, si les gouvernements des Etats Membres qui le composent devaient se réfugier dans des considérations d'économie financière ou de difficultés administratives pour l'empêcher de trouver son plein essor, alors il est inévitable que la confiance des gouvernements se tourne vers d'autres instances. C'est ce qui s'est passé depuis 10 ans, et qui se passe encore aujourd'hui. Il ne s'est pas établi, par exemple, un équilibre satisfaisant entre le Conseil et l'Assemblée générale. En fait, le régime actuel est pratiquement bicaméral. Ceci n'est par une mauvaise chose en soi, mais il faut qu'il y ait un équilibre entre les deux chambres et cet équilibre, à l'heure actuelle, est tel qu'il ne facilite pas une division du travail rationnelle. Les rôles respectifs de l'un ou l'autre organe ne devraient pas être tellement difficiles à définir. Par sa constitution même, et ses modes de travail, l'Assemblée générale opère au niveau des grands principes, des grandes orientations, des grandes évolutions. Elle a besoin d'un organe, constitué comme le Conseil économique et social, plus technique, plus orienté vers l'analyse des problèmes les plus complexes et l'élucidation des mesures concrètes, plus préoccupé de reconnaître en temps utile les indices, souvent imperceptibles, des changements nécessaires. Sa composition plus restreinte, la participation des institutions spécialisées, la possibilité de consulter les organisations non gouvernementales, qui de plus en plus influent sur la vie économique et sociale, doivent donner au Conseil économique et social un profil beaucoup plus accusé et reconnaissable qu'il ne l'est aujourd'hui.

23. S'il a vraiment le courage d'attaquer ces grands problèmes, de prendre les initiatives nécessaires, comme il l'a fait par exemple en 1974 pour les sociétés transnationales, alors ses deux autres fonctions, celle de diriger les programmes d'une partie du système et celle de coordonner les programmes de l'ensemble du système, tomberont beaucoup plus facilement en place et trouveront plus facilement les conditions de leur définition et leur exécution. Ces tâches ne peuvent s'exécuter par voie d'autorité dans un système comme celui de l'ONU. Leur succès dépend du prestige que l'organe qui en est responsable exerce. Et ce prestige, il ne peut l'acquérir que par l'exercice de sa fonction politique.

24. Le Secrétaire général adjoint dit que cela a été un honneur et un immense privilège pour lui de diriger un secrétariat composé, pour servir le Conseil économique et social, de fonctionnaires pleins de talent, d'une intégrité professionnelle totale, dévoués à la cause de la coopération internationale, et qui prouvent chaque jour leur dévouement par un travail acharné. Il se doit de dire au Conseil que l'infrastructure que constitue ce secrétariat et le matériel dont il dispose sont très insuffisants pour les tâches qui l'attendent dans le cadre de la création d'un ordre économique nouveau. Il ne peut pas contribuer comme il le devrait et le voudrait, par ses analyses et ses informations, à éclairer le Conseil économique et social ou l'Assemblée générale sur l'évolution de la réalité économique, sur

la difficulté, la complexité croissante des problèmes qui confrontent le monde actuel. Il faudra avoir le courage, un jour ou l'autre, et le plus tôt possible, au sein du Conseil ou ailleurs, d'aborder avec franchise le problème des dimensions de l'infrastructure dont une organisation comme l'ONU a besoin si elle veut contribuer pleinement à la création d'un ordre économique nouveau. On peut voir aujourd'hui par certaines manifestations couronnées de succès, à Stockholm, à Bucarest, à Rome, la densité du travail, l'intensité des apports qui sont nécessaires pour produire un certain résultat : pour la prise de conscience, la mise au point d'actions concertées, pour l'ébauche d'une certaine planification à l'échelle mondiale. Il faut que cette intensité devienne en quelque sorte la vitesse de croisière du système des Nations Unies. L'Organisation des Nations Unies ne fonctionne vraiment que lorsqu'elle sort de la routine. A cet égard il faut penser à ce que l'on demande au secrétariat, c'est-à-dire aux services qu'il pourrait rendre aux gouvernements et qu'il voudrait pouvoir développer à la hauteur des aspirations de ces derniers.

25. M. de Seynes remercie le Conseil pour la patience avec laquelle il a entendu ses déclarations au cours des 20 dernières années. Il aimerait laisser au Conseil le message suivant : quelle que soit la vitalité que l'on peut constater aujourd'hui dans l'Organisation des Nations Unies, quelle que soit la grandeur des

problèmes auxquels elle se voit confrontée, une organisation comme celle-là, même dotée d'une majorité dynamique et contestataire de l'ordre établi, est toujours guettée par certains dangers : un penchant pour les stéréotypes, un défaut de technicité dans les études et les débats, une concentration excessive sur des questions triviales, une certaine inertie des perceptions, tout cela peut à tout moment susciter une menace de sclérose. Le Conseil économique et social ne peut accomplir sa mission que s'il renouvelle sans cesse sa soif de découverte et de savoir, que s'il cultive son besoin d'innovation et que s'il reste imprégné du sens des souffrances humaines, nourri de l'idéal de justice sociale et de respect des droits de l'homme, qui seuls peuvent lui permettre de s'exprimer dans la plénitude de sa vocation.

Sur proposition du représentant de l'Argentine, le Conseil décide que la déclaration du Secrétaire général adjoint sera reproduite intégralement dans le compte rendu analytique de la séance.

Clôture de la session

26. Le PRESIDENT déclare close la cinquante-septième session du Conseil.

La séance est levée à 18 h 25.